



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
En charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Haute-Normandie

Unité Territoriale de l'Eure

Référence : UTE.2010.07. 4319 .CLE3.odt

Affaire suivie par : Chantal LEPAREUX
chantal.lepareux@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 02 32 23 45 70 – Fax : 02 32 23 45 99

DÉPARTEMENT DE L'EURE

Société SITA – FD (ex CERED)

Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Élimination des Déchets industriels spéciaux
Communes de La Chapelle-Réanville et Saint-Etienne-sous-Bailleul

Rapport d'activité 2009

Rapport de l'inspection des installations classées

Conformément à l'arrêté préfectoral du 12 juillet 1993 autorisant la création du site et à l'arrêté préfectoral du 15 mai 2006 (article 7.4) actualisant ses conditions d'exploitation, la société SITA-FD a transmis à l'inspection des installations classées le 10 février 2010 le rapport d'activité 2009 du centre d'études et de recherches sur l'élimination des déchets industriels spéciaux qu'elle exploite sur les communes de La Chapelle-Réanville et de St-Etienne-sous-Bailleul, dans l'enceinte du Centre National de Prévention et de Protection (C.N.P.P.). Des éléments complémentaires nous ont été fournis par l'exploitant lors de notre visite du site du 20 mai 2010.

Ce rapport a pour objet de présenter aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques le bilan de l'année 2009, conformément à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux installations de stockage de déchets dangereux.

1. GENERALITES SUR L'ETABLISSEMENT

Le centre SITA FD de la Chapelle Réanville, qui reçoit des déchets industriels spéciaux, comprend :

- une unité de traitement des déchets par procédé de stabilisation/solidification,
- une zone de stockage permanent de déchets d'une superficie d'environ 8 000 m² subdivisée en 4 alvéoles dénommées « Arche »,

Présent
pour
l'avenir

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-17h00

Tél. : 33 (0) 2 32 23 45 70 – Fax : 33 (0) 2 32 23 45 99

Rue de Melleville

27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

- un laboratoire de recherche (test et développement des procédés de traitement) et d'analyses (identification des déchets, contrôle des chargements),
- une zone de casiers pilote expérimentaux (études sur la conception des alvéoles et le comportement à moyen terme des déchets stabilisés) *utilisée actuellement en partie pour le stockage temporaire des déchets en attente de stabilisation.*

Le fonctionnement du site a été réglementé initialement par arrêté préfectoral du 12 juillet 1993. Cet arrêté a fixé à 25 ans la durée maximale d'exploitation du stockage de déchets en alvéoles et à 80 000 m³ le volume maximal de déchets stockés. Puis, les arrêtés préfectoraux complémentaires des 19 et 20 octobre 1999 ont précisé les conditions de surveillance des eaux souterraines et le montant des garanties financières. L'acte de cautionnement des garanties financières du Crédit Industriel et Commercial couvrant la période 2005/2007 (547 227 euros) a été transmis à la préfecture le 23 décembre 2004 ; le renouvellement pour la période 2008/2010 (635 583 euros) a été communiqué à M. le Préfet le 3 juillet 2007.

Depuis, les conditions d'exploitation du centre ont été actualisées par arrêté préfectoral du 15 mai 2006, qui prend en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage des déchets dangereux. En 2007, suite à la demande de l'exploitant actée par courrier du 28 mars 2007 de M. le Préfet de l'Eure, un tonnage de l'ordre de 1 000 t d'arsénite de soude a été admis sur le site dans le cadre de la campagne nationale de collecte et de traitement par la société ADIVALOR ; il s'agit d'un produit de traitement de la vigne interdit à la production, à la vente et à l'utilisation par le ministère de l'agriculture depuis le 8 novembre 2001.

Par ailleurs, l'exploitant a informé l'inspection fin 2008 d'un projet expérimental de destruction par micro-ondes de déchets d'amiante. Suite à la demande de compléments de l'inspection du 24 février 2009, l'exploitant a limité son projet à une étude laboratoire portant sur 500 kg d'échantillons d'amiante testés sur une période de 6 mois. Sur notre proposition, Mme la préfète a pris acte de cette déclaration par courrier du 12 septembre 2009 en demandant à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2006 (particulièrement celles concernant le conditionnement des déchets d'amiante) et les recommandations de l'inspection du Travail (établissement préalable d'un plan d'intervention avant toute intervention) ainsi que le passage d'une convention avec INERTEC porteur du projet (conditions d'exploitation, rejets divers, ...).

2. EXPLOITATION

2.1. Evolution des tonnages reçus

Au regard du rapport d'activité transmis, le centre a reçu 3 168t de déchets industriels spéciaux durant l'année 2009 et a traité 3 092 t de déchets au niveau de l'unité de stabilisation admis ensuite en zone de stockage (capacité autorisée : 4 000 t) ; pour l'année 2008, ces chiffres étaient respectivement de 2 828 t et 2 875 t (dont un reliquat de 8,5 t d'arsénite de soude). Le stock de déchets en attente de traitement, limité à 100 t par arrêté préfectoral du 15 mai 2006, était de 234 t en décembre 2009. Ce stock a été baissé régulièrement depuis le début de l'année 2010 (stock de 33 t lors de notre visite du 20 mai 2010).

Ces déchets proviennent principalement des régions Ile-de-France (56 %) et Normandie (17 %).

Il s'agit essentiellement de résidus de l'épuration des fumées de l'incinération des ordures ménagères (52 %) et de sels solides contenant des métaux lourds (22 %).

Les essais de destruction par micro-ondes de déchets amiantés (mise en oeuvre de 500 kg d'amiante) ont été menés du 17 août 2009 à fin mars 2010 à l'intérieur d'un bungalow installé sur la zone des casiers expérimentaux. Dans le cadre de la convention passée entre SITA et ENERTEC porteur du projet, une mesure d'empoussièrement en sortie d'extracteur a été réalisée par VERITAS en octobre 2009.

2.2. Evolution du stockage de déchets

La zone de stockage de déchets, d'une superficie globale de 8 000 m², est subdivisée en 4 alvéoles équivalentes d'environ 2 000 m² dénommées « Arche ».

Les déchets stabilisés sont admis dans les alvéoles en vrac par couches successives d'une hauteur maximale de 1,20 m, à l'intérieur de coffrages délimitant des plots répertoriés à l'unité dans les archives du centre.

Les travaux de couverture finale des alvéoles « Arches 1, 2 et 3 », exploitées jusqu'au niveau maximal autorisé de 6 m, ont été menés par l'entreprise GUINTOLI du 9 juin au 14 août 2009 (date limite du 1er juillet 2009 imposée par arrêté préfectoral). Au regard du rapport de réception de travaux adressé à l'inspection par courrier du 6 novembre 2009, cette couverture est constituée conformément à l'arrêté : d'une couche d'argile d'1 m d'épaisseur et d'une perméabilité de 10⁻⁹ m/s, d'une géomembrane, d'une couche drainante de 0,5 m d'épaisseur et de 0,3 m de terre végétale.

L'exploitation de l'alvéole « Arche 4 », débutée le 6 septembre 2007, s'est poursuivie durant l'année 2009 jusqu'au niveau 4,50 m sur 60 % de sa superficie et 3 m sur les 40 % résiduels. Cette alvéole a reçu 4 611 m³ de déchets sur cette période.

De 1993 à 2009, 63 485 m³ de déchets ont été enfouis sur le site pour un volume limité à 80 000 m³ dans l'arrêté. La capacité résiduelle de la zone de stockage est estimée à 7 676 m³. Toutefois, l'exploitant a prévu la cessation d'activité du site au 30 juin 2010, la fermeture du casier d'enfouissement et les opérations de nettoyage sur le second semestre 2010 et la mise en post-exploitation au 1er janvier 2011. Un dossier de cessation d'activité a été adressé à l'inspection par l'exploitant le 11 mars 2010, qui a fait l'objet d'une demande de compléments le 28 mai 2010 (suite à notre visite du site du 20 mai 2010).

3. ADMISSION DES DECHETS SUR LE CENTRE

Au cours de l'année 2009, 99 analyses sur déchets bruts ont été effectuées (tests de lixiviation suivant la norme NFX 30-402-2) et 52 certificats d'acceptation préalables (dont 27 renouvellements) ont été émis pour la réception des déchets sur le centre suite aux essais de stabilisation.

Depuis le 1er décembre 2004, une analyse de contrôle est effectuée lors de l'arrivée du chargement sur le site, afin de comparer les résultats à ceux de l'analyse initiale. 184 analyses de ce type ont été réalisées en 2009.

Les résultats d'analyses des déchets stabilisés à 90 jours ne font pas apparaître de dépassements des critères d'admission des déchets. En conséquence, aucun plot enfoui n'a fait l'objet d'une reprise.

4. GESTION DES EAUX

4.1 Gestion des lixiviats

Les lixiviats issus de la zone de stockage des déchets sont collectés dans un bassin étanche et couverts de 700 m³. Au cours de l'année 2009, ces lixiviats ont été recyclés dans le procédé de stabilisation des déchets à hauteur de 1 321 m³, l'excédent (467 m³) ayant été pompé et traité par l'unité physico-chimique du centre SCORI de Lillebonne (76).

4.2 Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales de la zone d'enfouissement protégée en grande partie par une couverture (définitive depuis l'été 2009), sont collectées dans un bassin étanché par géomembrane implanté à l'angle extérieur sud-ouest de la zone d'enfouissement. L'eau collectée dans ce

bassin est analysée mensuellement avant rejet dans un fossé rejoignant le réseau pluvial du site (C.N.P.P.). Le volume d'eau rejeté dans ce réseau en 2009 a été de 320 m³.

Les eaux pluviales provenant plus spécifiquement de la zone des casiers pilotes (éléments en béton préfabriqués utilisés dans le cadre du programme de recherches) sont également collectées dans un bassin, dont le contenu est rejeté dans le réseau pluvial du site après analyse mensuelle. Le volume d'eau rejeté au réseau en 2009 a été de 1 986 m³.

Globalement, le rejet dans le réseau pluvial du site (C.N.P.P.) reste inférieur au débit autorisé : 557 m³ maximum rejetés par mois (décembre 2009) pour 1 440 m³/mois autorisés (2 m³/h en moyenne journalière).

Au regard des bulletins d'analyses communiqués, les normes de rejet prescrites à l'article 5.1.11 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2006 pour les paramètres pH, MES, COT, Ngl, Ptot, phénols, métaux, F, CN, HC et AOX, sont respectées pour l'ensemble des eaux pluviales.

4.3 Surveillance des eaux souterraines

La surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site est assurée par 3 piézomètres (1 amont et 2 aval). Au regard de l'article 5.1.10 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2006, l'ensemble des piézomètres doit faire l'objet d'une analyse de référence complète tous les 2 ans, et les 2 piézomètres aval d'une analyse simplifiée tous les 4 mois. En outre, cet article demande que les résultats des analyses communiqués en fin d'année à l'inspection et repris dans le rapport annuel d'activité, soient accompagnés d'une interprétation par un hydrogéologue agréé ; il s'agit d'une nouvelle disposition qui ne figurait pas dans l'arrêté initial du site.

L'analyse de référence complète a été réalisée en octobre 2009 sur les 3 piézomètres par le laboratoire de Rouen. En outre, une analyse simplifiée a été réalisée sur les 2 piézomètres aval (PZ1 et PZ2) en février et juin 2009.

L'interprétation des résultats d'analyses d'eaux souterraines de l'année 2009 au regard de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 sur la qualité des eaux de consommation humaine, met en évidence une teneur en nickel élevée sur le piézomètre PZ1 aval en février et octobre 2009 (0,047 et 0,035 mg/l) ; toutefois, la concentration en nickel relevée sur le piézomètre PZ0 amont avoisine déjà la valeur de potabilité en octobre 2009 (0,023 mg/l pour une valeur-limite de 0,02 mg/l). Pour mémoire, une valeur semblable de 0,047 mg/l avait été relevée pour le nickel en décembre 2008.

Par ailleurs, suite à la remise en question par l'exploitant de la représentativité du réseau piézométrique (proximité d'une ancienne lagune de collecte d'eaux polluées sur le site CNPP liée à l'exploitation d'une ancienne raffinerie d'où ont été extraites en 2007 des boues chargées en hydrocarbures et métaux lourds, incertitude sur le sens d'écoulement de la nappe), une étude hydrogéologique a été réalisée par ANTEA en septembre 2009. Cette étude a proposé la réalisation d'un nouveau piézomètre en amont proche du site et a validé l'implantation des 2 piézomètres aval. Sur notre demande, cette étude a été soumise à la tierce-expertise du BRGM dont les résultats ne sont pas encore connus.

5. INSPECTION REALISEE SUR LE SITE DURANT L'ANNEE 2009

L'inspection des installations classées a procédé le 9 juin 2009 à une inspection du site, la visite précédente datant du 17 juin 2008. Cette visite avait pour objet le contrôle des prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 15 mai 2006 actualisant les prescriptions du site au regard de l'Arrêté Ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux installations de stockage de déchets dangereux et plus particulièrement les articles suivants : 3.5/3.6 et 7.3 (procédure d'acceptation des déchets, vérification à l'entrée sur le site et suivi des déchets stabilisés), 5.1.10 (surveillance des eaux souterraines), 5.1.12 (collecte et modalités d'évacuation des lixiviats), 7.2 (vidéo-inspection du

système de drainage, respect d'une charge hydraulique de 0,3 m en fond d'alvéole, pompage automatisé des lixiviats) et 8.1 (couverture définitive des alvéoles de stockage).



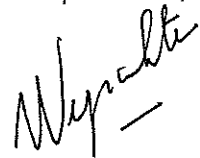
Suite aux constats effectués lors de cette visite, nous avons demandé à l'exploitant par courrier du 9 juillet 2009 de :

- maintenir en deçà de 100 t le stock de déchets en attente de stabilisation en application de l'arrêté préfectoral,
- faire procéder aux 2 autres campagnes de prélèvement de l'année 2009 dont une campagne complète qui servira d'analyse de référence, faire procéder par un organisme compétent dans un délai de 3 mois à une étude hydrogéologique (qui sera soumise à une tierce-expertise) validant un réseau de surveillance représentatif de la qualité des eaux souterraines au droit du site,
- pomper les lixiviats en mode automatique conformément à la demande de l'arrêté, contrôler par mesure périodique le niveau de lixiviat de l'ensemble des puits de collecte, poursuivre les opérations de pompage des lixiviats pour assécher le massif drainant de fond d'alvéole en vue du curage et de la vidéo-inspection à réaliser d'ici septembre 2009, évacuer en centre de traitement extérieur l'excédent de lixiviat non recyclable en fabrication de façon à conserver une marge de stockage au niveau du bassin de collecte,
- faire procéder aux travaux de couverture définitive des alvéoles 1/2/3 dans les meilleurs délais conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral et nous adresser le rapport de réception de travaux dès réception.

6.COMMISSION LOCALE D'INFORMATION ET DE SURVEILLANCE

La commission locale d'information et de surveillance s'est réunie le 25 septembre 2009. L'exploitant a présenté le bilan d'activité de l'année 2008 ainsi que le document d'information du public. Les débats ont porté essentiellement sur :

- les résultats d'analyses d'eaux souterraines en relation avec l'existence en amont du site de la lagune du CNPP, objet de travaux de dépollution en 2007,
- les conclusions de l'étude hydrogéologique du bureau ANTEA concernant le réseau de surveillance des eaux souterraines (implantation d'un piézomètre amont plus proche du site en particulier) et la nécessité d'une tierce-expertise,
- l'arrêt d'exploitation du site annoncé sous 12 à 18 mois et le suivi trentenaire réglementaire de post-exploitation.

RÉDACTEUR DU RAPPORT :	VÉRIFICATEUR :	APPROBATEUR :
L'inspecteur des installations classées	L'inspecteur des installations classées	Adopté et transmis à madame la préfète de l'Eure pour le directeur et par délégation, le chef de l'unité territoriale de l'Eure et par intérim,
		
Chantal LEPAREUX Le 13 juillet 2010	Tiffany WEYNACHTER Le 13 juillet 2010	Tiffany WEYNACHTER Le 13 Juillet 2010